

La loi sur le recensement fait débat en Bolivie



La Havane, 22 nov. (RHC)- La Commission de lois de la Chambre des députés bolivienne poursuit ce mardi le débat en vue de l'adoption d'une loi sur le recensement de la population et des logements, une demande des groupes de pouvoir de Santa Cruz.

Le gouverneur de Santa Cruz, Luis Fernando Camacho, Rómulo Calvo, président du Comité civique de ce département et Vicente Cuellar, recteur de l'université autonome Gabriel René Moreno, maintiennent cette exigence comme condition à la cessation d'une grève qui, en 32 jours, a causé des pertes évaluées à plus d'un milliard de dollars.

Juan José Jáuregui, président de la commission de lois de la chambre, a annoncé à minuit, heure locale, une suspension de 11 heures, afin que l'opposition puisse argumenter techniquement sa proposition d'avancer l'exercice de recensement à 2023.

Il a rappelé que le décret suprême 4824 l'avait déjà fixé à mars 2024 sur la base d'une proposition élaborée par la Commission technique plurinationale.

Juan José Jáuregui a indiqué qu'il y a trois propositions, une du banc du MAS, le Mouvement vers le Socialisme, une autre de Comunidad Ciudadana et celle présentée par la faction Creemos de Camacho.

Il a souligné que les trois propositions coïncident sur les questions de la date, de la redistribution des ressources provenant du partage des impôts et de la réattribution des sièges aux territoires en vue des élections de 2025.

Contrairement au dernier conseil municipal de Santa Cruz, qui a accepté la proposition présentée par Romulo Calvo dans une vidéo afin que le décret 4824 soit élevé au rang de loi, les opposants de Creemos et de Comunidad Ciudadana insistent désormais sur la modification de la décision de l'exécutif et sur l'avancement en date du recensement à octobre 2023.

M. Jáuregui et d'autres législateurs du MAS ont rappelé que la date du recensement, établie par décret présidentiel, ne peut pas être modifiée car cela constituerait une violation des pouvoirs exclusifs de l'exécutif.

Un enregistrement ayant fait l'objet d'une fuite lundi a montré que des membres influents du parti de Creemos ont admis que la demande du "oui ou oui au recensement de 2023" n'est pas viable.

Dans l'audio, ils reconnaissent même que "l'on ment aux gens" et qu'ils pourraient "s'en sortir très mal", c'est pourquoi ils ont reconnu la contradiction dans laquelle ils se trouvent pour mettre fin à la grève qui en est à son 32e jour.

La grève a été caractérisée par la violence aux points de blocage, la violation du droit constitutionnel de millions de cruceños au travail et à la libre mobilité.

Source: Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/305700-la-loi-sur-le-recensement-fait-debat-en-bolivie>



Radio Habana Cuba